



Francophonie à Erevan, anglophonie à Bruxelles ?

(Pierre Dieumegard, 11 octobre 2018)

Le sommet de la Francophonie à Erevan, avec la participation de M. Emmanuel Macron, président de la République française, occupe beaucoup les médias français, en particulier pour débattre de qui sera la Secrétaire générale.

Ces problèmes de personnes ne doivent pas masquer un problème de fond : la langue française est éliminée de l'administration de l'Union européenne, comme toutes les langues autres que l'anglais. S'il y a un combat important pour la francophonie et pour les Droits de l'Homme, c'est bien celui-ci.

1 Un exemple caricatural : la Direction Générale de la Traduction ne traduit pas ses propres documents

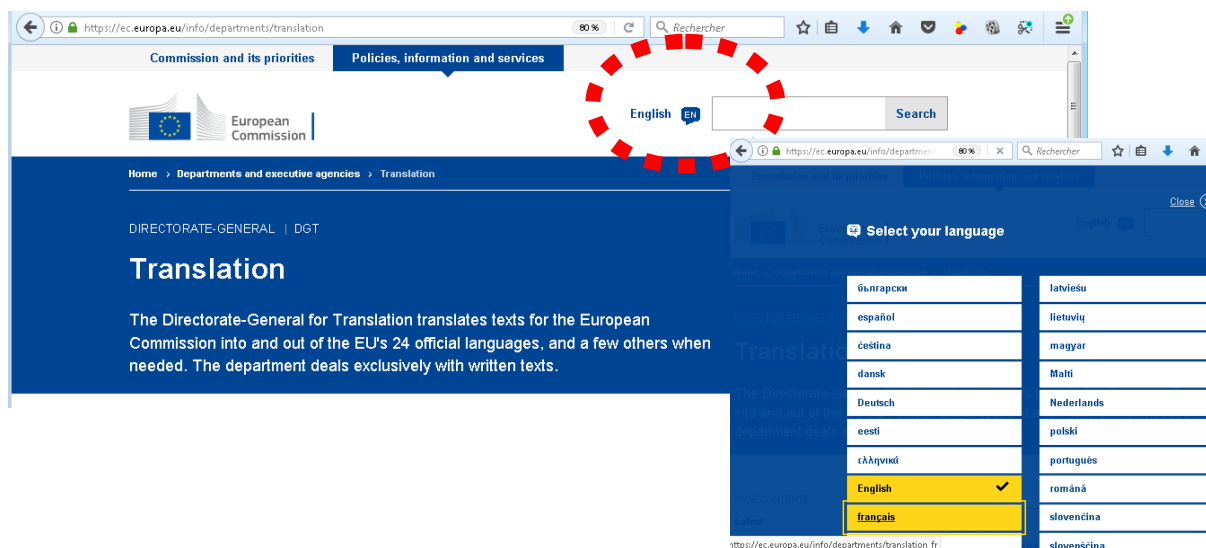
Wikipedia¹ indique : « La Direction Générale de la Traduction (DGT) ou Directorate-General for Translation, en anglais, est le service de traduction de la Commission européenne. C'est l'un des services linguistiques les plus importants au monde, employant près de 2300 personnes dont 1600 traducteurs répartis dans les bureaux de Bruxelles et de Luxembourg. Leur mission principale est de fournir des services linguistiques et de traduire des textes à caractère législatif, politique mais aussi tout autre document ayant un intérêt pour la Commission Européenne, dans les 24 langues officielles de l'Union Européenne. De cette manière, elle participe à la promotion du multilinguisme, régime linguistique de l'Union européenne. »

Nous allons décrire le problème en partant d'aspects parfois désagréables, mais finalement peu graves, pour aller vers les défaillances plus fondamentales, et plus graves par rapport aux missions de ce service.

1.1 Le site web est basé sur l'anglais, et la grosse majorité des pages ne sont pas traduites

La page d'accueil est <https://ec.europa.eu/info/departments/translation>. La page elle-même est en anglais, et les noms des répertoires sont « en clair » en anglais, langue d'une minorité de la population de l'UE. Il faut bien choisir une langue de référence.

1 https://fr.wikipedia.org/wiki/Direction_générale_de_la_traduction



On peut obtenir d'autres langues en cliquant sur le bouton « English EN », puis en choisissant sa langue dans la liste proposée. C'est plus difficile à comprendre, et moins rapide, que d'avoir une liste déroulante de langues directement proposée sur la page initiale, mais ça fonctionne. On obtient donc la page d'accueil de la DGT dans la langue officielle de son choix.



Vers le bas de cette page d'accueil, il y a des liens vers des documents pouvant être intéressants : le programme de travail de la Commission, le Plan stratégique 2016-2020, le plan de gestion, le rapport annuel d'activité 2017...

Le premier lien, vers le programme de travail de la Commission, aboutit bien à une page en français. La DGT a bien travaillé pour son suzerain.

Mais les trois liens suivants aboutissent à des pages en anglais, bien qu'ils soient notés comme étant vers des pages en français par leur suffixe « _fr » (https://ec.europa.eu/info/publications/strategic-plan-2016-2020-translation_fr, https://ec.europa.eu/info/publications/management-plan-2018-translation_fr et https://ec.europa.eu/info/publications/annual-activity-report-2017-translation_fr). Le problème est identique dans les autres langues.

The screenshot shows the top navigation bar of the European Commission website. It includes the logo of the Commission Européenne and a search bar with a 'Rechercher' button. Below the navigation bar, there is a breadcrumb trail: Accueil > Publications > Strategic plan 2016-2020 – Translation. A language selection menu is visible, with 'français' and 'English' options. A red dashed circle highlights the 'français' option and the search bar. Below the language menu, the text 'DOCUMENTS DE PLANIFICATION ET DE GESTION' is displayed, followed by the title 'Strategic plan 2016-2020 – Translation'. At the bottom, there is a table with metadata:

Part of collections:	Strategic plans 2016-2020
First published on	19 July 2016
Author	Translation

Below the table, there is a paragraph of text: 'Every department of the European Commission publishes a strategic plan. This sets out the department's vision for a five-year period, up until 2020.'

C'est plutôt malhonnête : des pages censées être dans une langue autre que l'anglais sont en anglais (en dehors de leur nom et de quelques boutons sur la page).

1.2 Des documents importants sont inaccessibles pour la majorité des habitants/citoyens de l'Union européenne

La page d'accueil² de la DGT indique clairement son rôle :

« Traduire des textes législatifs, des documents de politique générale, des rapports, de la correspondance, etc. rédigés par ou adressés à la Commission.

Aider la Commission à communiquer avec les citoyens afin qu'ils comprennent les politiques de l'UE.

Réviser des documents originaux rédigés par des membres du personnel de la Commission.

Conseiller les services de la Commission sur des aspects linguistiques et sur la gestion de sites web multilingues.

Garantir l'utilisation d'une terminologie correcte dans toutes les langues officielles de l'UE, telle qu'elle figure dans la base de données interinstitutionnelle IATE.

Avec un tel fonctionnement, les citoyens ont du mal à comprendre les politiques de l'UE : les habitants de langue familiale anglaise ne constituent qu'une minorité des habitants de l'UE, actuellement 13 %, qui sera réduite à moins de 5 % si la Grande-Bretagne sort de l'UE en mars

² https://ec.europa.eu/info/departments/translation_fr

2019.

Le message envoyé par cette Direction Générale de la Traduction semble être le suivant : des documents comme le rapport d'activité 2017, comme le plan stratégique d'action 2016-2020 n'ont pas à être connus de la majorité des habitants de l'Union européenne. Ils doivent être réservés aux anglophones.

1.3 Cette situation ne semble pas poser de problème aux organes administratifs de l'UE

Le 8 octobre 2018, j'ai envoyé le message suivant par courrier électronique à Europe-Direct, qui semblait être le seul interlocuteur possible à partir du site de l'Union européenne :

Pour la publication d'un livre, j'ai cherché des données sur l'activité de traduction de la DGT (https://ec.europa.eu/info/departments/translation_fr).

En dehors de la page d'accueil, tous les documents sont en anglais. C'est vraiment dommage pour le service de traduction de ne pas être capable de traduire ses propres documents.

Serait-il possible d'avoir en français les documents :

- Plan stratégique 2016-2020 https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/strategic-plan-2016-2020-dg-t_march2016_en.pdf

- le rapport d'activité 2017

https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/file_import/dgt_aar_2017_final.pdf et son annexe https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/file_import/dgt_aar_2017_annex3_final.pdf

Merci

Pierre Dieumegard, président de Europe-Démocratie-Espéranto

Le 10 octobre, j'ai reçu une réponse (les erreurs d'orthographe ont été laissées) :

Toutefois, certains sites ne sont disponibles que dans 3, 2 ou même 1 langue (généralement l'anglais). En règle générale, les langues disponibles sur EUROPA dépendent des contraintes suivantes :

- traduction - nous avons l'accès à un nombre limité de traducteurs et un budget limité pour la traduction (l'argent de tous les contribuables) ;

- importance juridique du document - le public doit avoir accès à toutes les lois et documents de grande importance/ intérêt pour le public. Pour cela tous les documents importants sont traduits dans tous les langues officielles. Les autres documents sont traduits seulement dans les langues de " travail " nécessaires (par exemple, la communication avec les autorités nationales, les organisations ou individus) ;

- coût-efficacité - pour les sites hautement spécialisés consulté seulement par un nombre relativement restreint de personnes, le souci est de s'assurer que la plupart des personnes puissent comprendre l'essence de l'information, même si certains devront lire les documents officiels dans une langue étrangère ;

- urgence - pour être pertinent, certains types d'informations doivent être publiés rapidement. Puisque la traduction prend du temps, nous préférons publier rapidement dans les langues comprises par le plus grand nombre d'Européens, plutôt que attendre que toutes les traductions soient prêtes,

- les contraintes techniques - la gestion d'un site dans plus de 20 langues est très complexe, nécessitant beaucoup de ressources humaines et financières.

Le Centre de contact EUROPE DIRECT participe pleinement à l'effort de la Commission pour s'assurer que les citoyens européens aient accès à l'information dans la langue officielle de l'UE de leur choix. Notre service d'information, qui opère dans les 24 langues officielles de l'UE, sera ravi de vous aider dans votre langue si vous désirez nous contacter à nouveau pour de l'information sur l'UE.

C'est bien confirmé. Le rapport d'activité d'un service de plusieurs milliers de personnes, devant remplir la fonction stratégique de communication équitable entre Européens, et le plan stratégique pluriannuel du même service sont considérés comme sans « grande importance/intérêt pour le public », « sites hautement spécialisés consulté seulement par un nombre relativement restreint de personnes ».

2 Un tel mode d'action est nuisible à l'Union européenne

2.1 C'est contraire aux missions de la DGT et au traité de Lisbonne

Bien sûr, c'est contraire à la mission de la DGT telle qu'indiquée sur sa page d'accueil : « Aider la Commission à communiquer avec les citoyens afin qu'ils comprennent les politiques de l'UE ».

Surtout, c'est contraire au traité de Lisbonne, qui régit actuellement le fonctionnement de l'Union européenne, par exemple l'article 1 bis³ : « *L'Union est fondée sur les valeurs de respect de la dignité humaine, de liberté, de démocratie, d'égalité, de l'État de droit, ainsi que de respect des droits de l'homme, y compris des droits des personnes appartenant à des minorités. Ces valeurs sont communes aux États membres dans une société caractérisée par le pluralisme, la non-discrimination, la tolérance, la justice, la solidarité et l'égalité entre les femmes et les hommes.* »

Réserver la connaissance de documents aussi importants qu'un plan stratégique pluriannuel d'un service de plusieurs milliers de personnes aux anglophones, soit d'origine familiale, soit ayant fait des études importantes dans ce domaine, est une discrimination.

2.2 Cela donne une mauvaise image de la DGT

Que certains services de l'UE ne fassent pas traduire certains textes très spécialisés, c'est compréhensible. Que la Direction Générale de la Traduction ne traduise pas elle-même son plan stratégique d'action pluriannuel semble montrer son incapacité à assurer ses missions. Que des pages censées être dans diverses langues nationales soient réellement en anglais semble montrer une fraude : le travail de traduction attendu n'a pas été réalisé.

Que la réponse à une question confirme qu'il n'y a aucune volonté de rectifier la situation, cela montre aussi le mépris dans lequel les organes administratifs de l'UE tiennent les citoyens européens. Il ne faut pas s'étonner que l'exaspération monte dans divers pays de l'UE contre ses gouvernants.

3 L'activité de traduction n'est pas à la hauteur des missions de la DGT

3.1 Le rapport d'activité 2017⁴ indique que l'activité diminue

La traduction de la page 4 du rapport indique : « La DGT a fourni 2,05 millions de pages de traduction et de services d'édition en 2017, un tout petit peu moins qu'en 2016, avec moins de ressources humaines et financières ».

³ <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=OJ:C:2007:306:FULL&from=FR>

⁴ https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/file_import/dgt_aar_2017_final.pdf

3.2 Depuis vingt ans, l'activité augmente moins vite que le nombre de langues à traduire

En 1997, il y avait 11 langues officielles, et 1,1 millions de pages traduites⁵. En 2017, avec 24 langues officielles, la DGT a traduit 2,05 millions de pages.

En imaginant un besoin de traduction constant (les domaines de compétences de l'Union européenne ne changent pas), en prenant comme base l'activité 1997 à 11 langues, on peut calculer l'activité avec le nombre de langues officielles actuelles selon plusieurs modèles.

3.2.1 Modèle 1 : chaque document dans une langue est directement traduit dans une langue cible

Dans ce cas, le nombre de pages à traduire augmente comme le carré du nombre de langues (en gros). En notant n_{bp} le nombre de pages et n_l le nombre de langues, on peut écrire :

$$n_{bp2017} = n_{bp2007} * n_{l2017}^2 / n_{l2007}^2 = 1,1 * 24^2 / 11^2 = 5,2 \text{ millions de pages, en théorie.}$$

On en est loin : c'est normal, parce qu'il n'y a pas de traduction directe d'une langue à une autre, par exemple de l'estonien au maltais ; on utilise la traduction indirecte, avec une langue pivot. Ce premier modèle ne correspond donc pas à la réalité.

3.2.2 Modèle 2 : chaque document dans une langue est traduit dans une autre langue souvent par une langue-pont (= langue-pivot)

Par exemple pour traduire un document en slovène vers le néerlandais, on commence par traduire du slovène vers l'anglais, puis de l'anglais vers le néerlandais. Il y a moins de couples de langues. Le nombre de pages traduites est proportionnel à $(n-1)$, où n est le nombre de langues.

$$\text{Donc } n_{bp2017} = n_{bp2007} * (n_{l2017} - 1) / (n_{l2007} - 1) = 1,1 * 23 / 10 = 2,53 \text{ millions de pages, en théorie.}$$

C'est légèrement plus que la réalité : en réalité, il y a 20 % de pages traduites en moins par rapport à la théorie. Ceci confirme bien le rapport 2017, et on peut dire que l'activité de traduction diminue « légèrement » depuis vingt ans (en tenant compte de l'augmentation du nombre de langues dans lesquelles on doit/devrait traduire les documents).

3.3 En réalité, le déficit de traduction doit être bien supérieur, à cause de l'augmentation de l'activité de l'Union européenne

Les modèles précédents supposaient qu'il n'y avait pas de changement des besoins de traduction. Or, si on imagine que l'action de l'UE s'est développée depuis vingt ans, il faut imaginer aussi que les besoins de traduction ont augmenté, donc que le « déficit de traduction » est supérieur aux 20 % précédemment calculés.

4 A Erevan, le sommet de la Francophonie s'est aussi préoccupé de ce problème, mais semble avoir été peu entendu

Les médias français parlent surtout du « sommet » de la Francophonie, les 11 et 12 octobre, avec les chefs d'États, et le problème de la nomination d'un(e) secrétaire général(e).

Juste auparavant, les 8 et 9 octobre, il y avait eu la « conférence ministérielle de la Francophonie », aussi à Erevan, qui a publié un « plaidoyer⁶ en faveur de la langue française et du multilinguisme

5 http://publications.europa.eu/resource/cellar/e0770e72-afa1-4971-8824-6190512537dc.0008.02/DOC_1

6 https://www.francophonie.org/IMG/pdf/plaidoyer_ue_oif_cmf_35_09102018.pdf

dans les institutions européennes ».

Sans entrer dans le détail des mesures proposées, Europe-Démocratie-Espéranto soutient ce plaidoyer. Il ne s'agit pas d'une opposition entre l'anglophonie et la francophonie, il s'agit de sauver l'âme de l'Union européenne « unie dans la diversité ». Si nous voulons construire ensemble une structure politique supranationale démocratique, respectant les droits de chaque individu et de chaque peuple, il faut un soutien ferme au multilinguisme. Sinon, l'administration de l'Union européenne continuera à se séparer du peuple, qui la rejettera, comme le montrent les mouvements d'opinion dans un grand nombre de pays.

Europe-Démocratie-Espéranto <http://e-d-e.fr>
98 rue Michel-Ange, 75016 Paris
contact@e-d-e.fr

Eŭropo-Demokratio-Esperanto <http://e-d-e.org>

Pierre Dieumegard —

Document libre sous licence CC by-sa —
<http://creativecommons.org/licenses/by-sa/2.0/fr/>
disponible en